



L'UNSA Fonction Publique demande une nouvelle conférence salariale

L'UNSA fonction publique demande au gouvernement d'organiser une nouvelle conférence salariale afin de pouvoir tenir compte du taux d'inflation de 2022 pour maintenir le niveau de pouvoir d'achat de tous les agents publics en 2023.

Selon l'INSEE, la progression de l'inflation en août a marqué un léger tassement avec une hausse, sur un an, de 5,8%. Les mesures gouvernementales sur les prix de l'énergie montrent là, en partie, leur efficacité mais aussi leurs limites. En effet, les hausses se répercutent sur tous les produits. Concernant l'alimentaire, elles s'élèvent à 7,7% en août toujours sur un an.

L'UNSA Fonction Publique constate que pour de nombreux agents, la situation actuelle devient de plus en plus difficile. Elle rappelle que plus de 45% des agents sont des agents de catégorie C et que les agents recrutés en pied de grille de toutes les catégories sont en difficulté.

Par ailleurs, les éventuels projets du gouvernement de modification des grilles indiciaires ne pourront pas prendre effet immédiatement. L'UNSA rappelle l'urgence de la question salariale et sa demande de revalorisation des rémunérations de 10% pour 2022. Le dégel de la valeur du point d'indice de 3,5% était un premier pas important mais qui demeure insuffisant.

L'UNSA Fonction Publique constate que le défaut d'attractivité a perturbé la rentrée scolaire avec de nombreuses vacances de poste au ministère de l'Education Nationale. Mais ce déficit concerne l'ensemble des secteurs, les employeurs publics peinent à recruter sur tous les types de postes et les démissions augmentent.

L'UNSA appelle le gouvernement à ouvrir rapidement des discussions pour augmenter les salaires des agents. Elle rappelle sa proposition de « Grenelle de la Fonction Publique » afin de pouvoir aborder les sujets de rémunération, de dialogue social, de conditions de travail, de santé et sécurité et de qualité de vie au travail.

Elle appelle également à la revalorisation des forfaits télétravail et mobilité afin d'aider au mieux les agents.

Elle portera ses revendications lors de la réunion présidée par le ministre de la Fonction Publique le 15 septembre.

Bagnolet le 14 septembre 2022

*Luc Farré
Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique*